

# Les zones franches urbaines

## Déclaration du groupe de l'UNSA

Le dispositif ZFU a aujourd'hui dix-sept ans d'existence et il est difficile d'en évaluer précisément les impacts en termes d'emploi et de mixité sociale. Cependant, les auditions ont démontré que si l'emploi n'était pas toujours au rendez-vous, les ZFU avaient permis de développer de l'activité économique, ce qui est tout aussi important.

Pour l'UNSA, au regard de l'exigence républicaine d'égalité des chances, d'égalité de traitement social et de mixité sociale, il est important de conserver ce dispositif, mais de le rénover afin de le rendre plus performant et de répondre à l'exigence de décroisonner la ville par le rapprochement des populations.

Au fil des décennies, par touches successives, ce dispositif est devenu trop complexe, sans réel pilotage, ce qui explique des disparités importantes d'une ZFU à l'autre. L'UNSA souhaite attirer l'attention du gouvernement sur quelques points :

Tout d'abord, il faut arrêter de construire des usines à gaz. Il est donc impératif pour une bonne lisibilité et une appropriation par tous les acteurs du dispositif, de le simplifier, de l'inclure dans le projet de ville et de mettre en place un pilotage responsable.

Ensuite il faut arrêter de considérer les ZFU comme des territoires à part. Elles doivent entrer dans le droit commun et avoir accès, comme tous les territoires, aux services publics, au logement de qualité, aux moyens de transport, à l'éducation, à la santé, à la sécurité. La présence d'équipements publics (éclairage, voirie...), de parcs de stationnement, de crèches, le fait de pouvoir disposer de réseaux haut débit sont autant d'éléments essentiels à l'attractivité des ZFU pour les entreprises et leurs salariés.

Enfin, l'UNSA attache une importance particulière à l'évaluation de tous les dispositifs de la politique publique et celui-là comme les autres. Il est donc nécessaire de mettre en place des indicateurs communs afin de pouvoir faire un bilan quantitatif mais aussi qualitatif des ZFU.

L'UNSA partage l'analyse et l'ensemble des préconisations contenues dans l'avis. Les ZFU ne doivent pas seulement être un périmètre géographique dans lequel les entreprises bénéficient d'avantages fiscaux, elles doivent aussi favoriser l'insertion sociale et professionnelle des populations qui vivent dans ces quartiers et répondre ainsi au pacte républicain du vivre ensemble.

L'UNSA a voté l'avis.